

Agent traitant : G. FORMATIN

Service : Recensement

Tél : 087/39.33.43

Fax : 087/34..15.87

**DECLARATION POUR LES TAXES PROVINCIALE ET COMMUNALE SUR LES  
ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES  
CLASSE I**

NOM ET ADRESSE DU SIEGE  
D'EXPLOITATION :.....  
.....  
.....Identité et domicile du contribuable  
OU dénomination et adresse du  
siège social de la société.....  
.....  
Rue : .....  
CP : ..... Commune : .....  
TVA : BE.....  
N° tél ou GSM .....

## Remarques

- 1) Il est établi au profit de la Commune, du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes au sens du titre premier, chapitre II du règlement général pour la protection du travail, ainsi que ceux visés par le permis d'environnement.
- 2) La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite soit un établissement dangereux, insalubre ou incommode pour lequel une autorisation a été délivrée, soit un établissement pour lequel un permis d'environnement a été délivré.
- 3) La taxe est fixée à 170 € par an pour les établissements rangés en classe 1.
- 4) L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de remplir et signer.
- 5) La non déclaration dans les délais ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.  
Conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la non-déclaration dans les délais prévus, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, le montant de la majoration sera de 50 %, cette majoration sera portée à 200 % en cas de récidive.

DATE D'EXPLOITATION (si nouvelle société) : .....

DATE D'AUTORISATION : .....ECHEANCE : .....

Fait à ..... le .../.../20.....

Signature du responsable :.....

## EXERCICE 2022

### REGLEMENT RELATIF A LA TAXE PROVINCIALE SUR LES ETABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES OU INCOMMUNES AINSI QUE SUR LES ETABLISSEMENTS SOUMIS AU DECRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT

**Article 1<sup>er</sup>.** - Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

Sont visés :

1. Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de classe I exploités sur base du Règlement général pour la protection du travail dont la nomenclature fait l'objet du titre premier, chapitre II, dudit Règlement général et les établissements dont question à l'arrêté royal du 28 février 1963 qui sont rangés dans les classes I et II par le Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes ;
2. Les établissements de classes I et 2 soumises au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées, exploitées.

Lorsqu'un ou plusieurs établissements sont mis en œuvre, la taxe est due autant de fois qu'il y a d'établissements.

Sont visés les éléments imposables existant au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition.

**Article 2.** - La taxe est due par l'exploitant du ou des établissements visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 3.** - La taxe est fixée à 50 EUR par élément imposable.

**Article 4.** - Sont exonérés de l'impôt :

- les établissements qui sont restés inactifs pendant toute l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice. L'impôt est réduit de moitié pour les éléments restés inactifs pendant au moins six mois consécutifs de ladite année ;
- les établissements exploités par l'Etat, la Province et les communes et affectés à un service gratuit d'utilité publique ;
- les établissements exploités par des associations sans but lucratif ;
- les établissements exploités par les entreprises agricoles ;
- les unités et installations d'épuration individuelle capables de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante respectivement inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants et comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants ;
- les établissements procédant à des opérations de forage ou de sondage pour un usage géothermique (pompes à chaleur).

**Article 5.** - La taxe est perçue par voie de rôle.

L'administration provinciale est autorisée à recueillir tous les éléments nécessaires à la taxation.

**Article 6.** - Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

**Article 7.** -

§1. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple sans frais. Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions ad hoc du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1<sup>er</sup> jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable. La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14 du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414 du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Collège provincial.

Le Directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

**Article 8.** -

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- **responsable de traitement** : la Province de LIEGE ;
- **finalités des traitements** : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- **catégories de données** : les données d'identification et les données financières ;
- **durée de conservation** : la Province de LIEGE s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1<sup>er</sup> de cette disposition et applicables rationae materiae ;
- **méthodes de collecte des données** : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative au recensement établi par l'administration provinciale et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- **communications des données** : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92 ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

**Article 9.** - Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.